

## **SOMMAIRE**

<b><u>Introduction</u></b>	<b>p. 4-9</b>
<b><u>Série D : Administration générale de la commune</u></b>	<b>p. 10</b>
1 D : Conseil municipal	p. 10
2 D : Actes de l'administration municipale	p. 10
3 D : Administration de la commune	p. 10
4 D : Contentieux	p. 10
<b><u>Série E : État civil</u></b>	<b>p. 11</b>
1 E : Registres d'état civil	p.11
2 E : Tables décennales	p. 11
<b><u>Série F : Population – Économie sociale – Statistiques</u></b>	<b>p. 12</b>
1 F : Population	p. 12
3 F : Agriculture	p. 12
<b><u>Série G : Contributions – Administrations financières</u></b>	<b>p. 13</b>
1 G : Impôts directs	p. 13
Cadaastre rénové	
Révision des évaluations cadastrales	
Taxes et impôts	
3 G : Rapports de la commune avec les diverses administrations au point de vue financier	p. 13
<b><u>Série H : Affaires militaires</u></b>	<b>p. 14</b>
1 H : Recrutement	p. 14
<b><u>Série I : Police – Hygiène publique – Justice</u></b>	<b>p. 15</b>
1 I : Police locale	p. 15
3 I : Justice	p. 15
5 I : Hygiène publique et salubrité	p. 15

<b><u>Série K : Élections – Personnel</u></b>	<b>p. 16-17</b>
<b>1 K : Élections</b>	<b>p. 16-17</b>
Élections politiques	
Élections socioprofessionnelles	
<b>2 K : Personnel</b>	<b>p. 17</b>
Gestion des carrières	
Salaires et indemnités	
Cotisations sociales	
<b><u>Série L : Finances de la commune</u></b>	<b>p. 18</b>
<b>1 L : Comptabilité</b>	<b>p. 18</b>
<b><u>Série M : Édifices communaux – Monuments et établissements publics</u></b>	<b>p. 19</b>
<b>1 M : Édifices publics</b>	<b>p. 19</b>
<b>2 M : Édifices du culte</b>	<b>p. 19</b>
<b><u>Série N : Biens communaux – Terres – Bois – Eaux</u></b>	<b>p. 20</b>
<b>1 N : Biens communaux</b>	<b>p. 20</b>
<b><u>Série O : Travaux publics – Voirie – Moyens de transport – Régime des eaux</u></b>	<b>p. 21-22</b>
<b>1 O : Travaux publics et voirie en général</b>	<b>p. 21-22</b>
Généralités	
Petite voirie	
Voirie urbaine	
Assainissement autonome	
<b>2 O : Moyens de transport et travaux divers</b>	<b>p. 22</b>
Réseaux électriques et d'éclairage public	
Réseaux des télécommunications	
<b>3 O : Navigation et régime des eaux</b>	<b>p. 22</b>
<b><u>Série Q : Assistance et prévoyance</u></b>	<b>p. 23</b>
<b>1 Q : Bureaux de bienfaisance, secours d'urgence</b>	<b>p. 23</b>
Administration	
<b>5 Q : Application des lois d'assistance et de prévoyance</b>	<b>p. 23</b>

**Série R : Instruction publique – Sciences, lettres et arts** **p. 24**

**1 R : Instruction publique** **p. 24**  
École publique  
École privée

**2 R : Sciences, lettres et arts** **p. 24**

**3 R : Sport et tourisme** **p. 24**

**Série T : Urbanisme** **p. 25-26**

**2 T : Urbanisme** **p. 25**

**3 T : Constructions** **p. 26**  
Lotissements communaux

## Introduction de l'inventaire des archives modernes

La première mention du nom de la paroisse dont dépendait le territoire connu aujourd'hui sous le nom de « La Cropte » apparaît dès 1096 dans les archives de l'abbaye Saint-Aubin d'Angers rédigées en latin : « la villa que vocatur Cripta ». Ce vocable est encore présent dans un ouvrage du chapitre du Mans datant de 1110. Un prieuré dépendant de l'abbaye Saint-Aubin y est d'ailleurs attesté à la fin du XI<sup>ème</sup> siècle. En 1567, le nom indiqué dans le livre de la fabrique est « La Crotte ». Une crotte (variante crouette, crote) désigne en ancien français et dans les dialectes une « grotte », la forme grotte étant surtout propre aux textes italianisants à l'origine. Le « p » de Cropte est étymologique d'après le latin crypta (d'origine grecque), dont sont issus les mots « grotte » et « cro(u)te ». Cette grotte est certainement celle dite « Grotte du Rocher ».

Au XII<sup>ème</sup> siècle, le seigneur de La Cropte était l'un des principaux vassaux du comte de Laval. Il avait droit de prendre le bois d'œuvre pour son hébergement, mais aussi pour la construction de pressoirs, cuves, tonneaux. En revanche, il ne pouvait les vendre en dehors de son fief. Il avait aussi le droit de prendre le bois de chauffage et tout ce qui permettait de faire des roues, charrettes, utiles au labour. Foulques, seigneur d'Entrammes, fils du fondateur du prieuré de Port-Reingard, échangea en 1265 avec Guy VII de Laval, son suzerain, les fiefs et seigneuries du Pont-de-Mayenne contre la terre de La Cropte. En 1377, une industrie de la chaux y existait. L'étang dit « de la Fougeassière » fut asséché en 1567. Le fief entra dans le domaine du marquis de Montesson en 1685 et resta au sein de cette famille jusque vers 1775. Au XVIII<sup>ème</sup> siècle, la paroisse faisait partie du doyenné de Sablé, de l'élection et du comté de Laval. Puis, la châtellenie de La Cropte fut annexée à celle de Meslay. Des traces d'ardoisières y sont visibles. Cette activité disparut au cours du XVIII<sup>ème</sup> siècle.

La période de la Révolution fut particulièrement agitée dans cette commune. La Cropte se trouvait un peu à l'Est de la Marche de Bretagne et de ses châteaux-forts de Lassay, Laval et Château-Gontier donc à la frontière d'une région qui ne voulait pas payer la gabelle du sel, ce qui enrichissait les contrebandiers qui furent à l'origine des chouans. La Cropte se retrouva ainsi au Sud de la chouannerie normande qui sévissait dans l'Orne. La levée en masse de soldats avec tirage au sort agita les jeunes et fut à l'origine du mouvement chouan. Ensuite, ce furent la vente des biens d'église aux riches bourgeois et la constitution civile du clergé qui servirent de prétexte aux dissensions dans ces communes situées sur la ligne de front de la guerre civile entre les royalistes de l'Ouest et les républicains. Les Bleus s'installèrent durablement à Ballée, et La Cropte, située sur la ligne de front, fut attaquée trois fois par les chouans. Après la constitution civile du clergé, Bigot, curé de la paroisse se retira. Le vicaire, Charles Pépin, resta encore trois mois avant de quitter la place. Julien Le Royer, vicaire de Saint-Aubin-du-Désert, prêtre assermenté, arriva dans la paroisse le 10 août 1791. Patriote, il s'arma à partir du soulèvement des chouans. En effet, le 18 novembre 1793, une centaine de chouans attaquèrent la vingtaine de gardes nationaux qui se retranchèrent dans l'église et le cimetière. Plus de 150 coups de feu furent tirés sur eux. Le curé, réfugié à l'église, fut blessé et perdit un œil, tandis que le sacristain fut tué. Lors d'une seconde attaque, Le Royer battit en retraite avec les Bleus à Ballée. Charles Pépin, vicaire de La Cropte et prêtre réfractaire, effectuait son service clandestinement. Début 1794, surpris par les gardes nationaux d'Andouillé, il fut arrêté puis fusillé à la Baconnière. En présence du district rassemblé le 7 ventôse de l'an II (25 février 1794), l'ancien curé de La Cropte, Le Royer, déclara renoncer à ses fonctions ecclésiastiques. Le directoire du district prit acte de ses paroles et il quitta la commune. Le 26 ou le 27 avril 1795, Pierre Bachelier (1723-1795), prêtre-sacristain de La Bazouge-de-Chemeré, assurant son service clandestinement, et Jean Le Duc, de Chéméré-le-Roi, furent accusés d'avoir participé à une messe. Ils furent arrêtés et menés à Laval pour être jugés. Ils furent assassinés pendant le trajet par des partisans républicains, faisant un service avec les soldats et les gardes nationaux de Ballée. Le fils de Jean Le Duc, également arrêté, survécut quant à lui à ses blessures. La troisième fois, vers 1798, les chouans investirent La Cropte et ne pouvant trouver celui qu'ils appelaient l'intrus (le Royer) incendièrent l'église romane et son presbytère soi-disant pour les purifier. Le calme revint enfin en 1800. La commune fut intégrée dans le canton de Meslay-du-Maine en novembre 1801.

En 1825 un notable offrit, par ordonnance royale, une rente aux pauvres de la commune. En 1844, il existait à La Cropte des carrières de marbre. Un établissement de sœurs d'Evron fut créé en

1850 dans la maison du Prieuré grâce à des dons et des rentes, pour soigner les malades et instruire les jeunes filles. En 1902 la sœur d'Evron décéda et l'école devint municipale.

A partir de septembre 1939, 200 personnes, des intellectuels allemands et autrichiens antinazis (comme le peintre Hans Hartung ) et des juifs fuyant la persécution, furent internés au camp des « Rochères » à Meslay-du-Maine. Ce camp devint vite trop petit et son commandant Albert Dubuc fit construire une annexe : le camp de « la Poterie » à la Cropte. En septembre 1940, ces camps furent évacués juste avant l'arrivée des allemands. Le 17 juin 1940, des forces françaises (237<sup>e</sup> DLI) se replièrent en Mayenne et les Allemands survolèrent et bombardèrent les villages voisins. A Chémeré-le-Roi, 5 civils furent tués : une bombe tomba sur la route près de « la Cour du Bois-Bureau », tuant quelques vaches et lançant des éclats « qui traversèrent le toit pour venir se planter dans les poutres ». En juin 1944, trois agents anglais du circuit Headmaster furent parachutés avec poste-émetteur sur la ferme de « la Ronde ».

L'évolution du nombre d'habitants est connue à travers les recensements de la population effectués dans la commune depuis 1793. A cette date, La Cropte comptait 726 habitants. Ce chiffre fut stable jusqu'à la moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle. Ensuite, la population ne cessa de baisser avec un passage sous la barre des 500 habitants en 1921 pour atteindre le chiffre de 250 habitants en 1975.

Les archives communales sont l'ensemble des documents émanant de la vie municipale, qu'ils soient anciens ou récents et quel que soit leur support de conservation. Propriété de tous, ils sont placés sous la responsabilité du Maire qui en est le dépositaire et qui a pour mission d'en assurer la conservation.

Ainsi, dans le cadre de la protection du patrimoine écrit du département de la Mayenne, la commune de La Cropte a fait appel au service d'assistance à l'archivage du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Mayenne pour réaliser le tri, le classement et l'inventaire des archives communales sous le contrôle scientifique et technique des Archives départementales. Cette mission, d'une durée de 23 jours, s'est déroulée entre le 6 juillet et le 9 novembre 2020.

Conformément à la loi du 15 juillet 2016 relative à la liberté de la création, l'architecture et le patrimoine, et pour des raisons de conservation et de mise à disposition du chercheur, les archives de plus de 50 ans ainsi que les registres d'état civil de plus de 120 ans ont été déposés aux Archives départementales de la Mayenne pour être répertoriés au sein du E-Dépôt 65. Au sein de ce dépôt, notons la présence d'archives relatives aux affaires militaires et notamment à la garde nationale de La Cropte avec des feuilles de recensement ou à la seconde guerre mondiale avec des cartes de prisonniers de guerre et de la correspondance relative au camp d'internement de « la Poterie ». On trouve également au sein de ce dépôt des documents datant des années 1884 à 1886 et portant sur la construction de l'église mais aussi la liste des souscriptions recueillies en 1919 pour l'érection du monument aux morts.

La commune de La Cropte ne conserve donc que les documents couvrant la période allant de 1970 à nos jours. Ce fonds d'archives, qui retrace toute la vie de la commune sur cette période, est une véritable source d'informations pour la municipalité comme pour les chercheurs.

La plupart des documents sont tout à fait exploitables, tels que les registres de délibérations, les dossiers de permis de construire ou les dossiers d'élections.

Le classement de ce fonds d'archives d'un volume de 1,8 mètres linéaires a été réalisé en conformité avec la méthode archivistique française. Les archives modernes (antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1983) ont été, pour leur part, classées et inventoriées selon un cadre de classement réglementaire datant de 1926. Ce cadre de classement est organisé en séries et sous-séries, qu'il convient d'énumérer :

- **Série A : Lois et actes du pouvoir central**
- **Série B : Actes de l'administration départementale**
- **Série C : Bibliothèque administrative**

- **Série D : Administration générale de la commune**
  - 1 D : Conseil municipal
  - 2 D : Actes de l'administration municipale
  - 3 D : Administration de la commune
  - 4 D : Contentieux
  
- **Série E : État civil**
  
- **Série F : Population – Économie sociale – Statistique**
  - 1 F : Population
  - 2 F : Commerce et industrie
  - 3 F : Agriculture
  - 4 F : Subsistances
  - 5 F : Statistique générale
  - 6 F : Mesures d'exception
  - 7 F : Travail
  
- **Série G : Contributions – Administrations financières**
  - 1 G : Impôts directs
  - 2 G : Impôts extraordinaires
  - 3 G : Rapports de la commune avec les diverses administrations au point de vue financier
  
- **Série H : Affaires militaires**
  - 1 H : Recrutement
  - 2 H : Administration militaire
  - 3 H : Garde nationale et sapeurs-pompiers
  - 4 H : Mesures d'exception et faits de guerre
  
- **Série I : Police – Hygiène publique – Justice**
  - 1 I : Police locale
  - 2 I : Police générale
  - 3 I : Justice
  - 4 I : Répression
  - 5 I : Hygiène publique et salubrité
  
- **Série K : Élections et Personnel**
  - 1 K : Élections
  - 2 K : Personnel municipal
  - 3 K : Protocole et distinctions honorifiques
  
- **Série L : Finances de la commune**
  - 1 L : Comptabilité
  - 2 L : Revenus et charges de la commune
  
- **Série M : Édifices communaux – Monuments et établissements publics**
  - 1 M : Édifices publics
  - 2 M : Édifices du culte et cimetières
  - 3 M : Édifices à usage de service d'assistance et de prévoyance
  - 4 M : Édifices à usage d'établissement d'enseignement, de science et d'art
  - 5 M : Édifices divers

- **Série N : Biens communaux – Terres – Bois – Eaux**

- 1 N : Biens communaux
- 2 N : Bois
- 3 N : Eaux
- 4 N : Propriétés et droits divers
- 5 N : Biens nationaux

- **Série O : Travaux publics – Voirie – Moyens de transport – Régime des eaux**

- 1 O : Travaux publics et voirie en général
- 2 O : Moyens de transport et travaux divers
- 3 O : Navigation et régime des eaux

- **Série P : Cultes**

- 1 P : Culte catholique
- 2 P : Culte protestant
- 3 P : Culte israélite
- 4 P : Cultes divers
- 5 P : Période révolutionnaire
- 6 P : Police des cultes

- **Série Q : Assistance et prévoyance**

- 1 Q : Bureaux de bienfaisance, secours d'urgence
- 2 Q : Œuvres charitables
- 3 Q : Établissements hospitaliers, hospitalisation
- 4 Q : Institutions diverses
- 5 Q : Application des lois d'assistance et de prévoyance

- **Série R : Instruction publique – Sciences, lettres et arts**

- 1 R : Instruction publique
- 2 R : Sciences, lettres et arts
- 3 R : Sport et tourisme

- **Série S : Pièces ne rentrant pas dans les séries précédentes**

- **Série T : Urbanisme**

- 1 T : Planification et aménagement foncier
- 2 T : Urbanisme
- 3 T : Constructions

La description des articles se fait sur le modèle suivant : cote, objet, action, typologie, dates extrêmes :

**4 M 1**

**Ecole des filles, construction : plans.**

**1848-1852**

« 4 M 3 » : Cote (sous-série 4 M, 3<sup>ème</sup> dossier) ;  
« Ecole des filles » : objet ;  
« Construction » : action ;  
« Plans » : typologie ;  
« 1848-1852 » : dates extrêmes du dossier.

## ➤ Conservation des documents

C'est un aspect indispensable du travail de préservation du patrimoine écrit. Les archives modernes de La Cropte ont parfois pu, par le passé, souffrir des mauvaises conditions de conservation du fait de leur stockage dans le grenier ou sous les combles de la mairie. Certains documents n'ont d'ailleurs pas pu être sauvés. C'est pourquoi, il convient de rester vigilant et d'éviter de stocker les archives dans les greniers et caves, à même le sol au sein du local archives ou de les empiler les unes sur les autres. Il convient également d'éviter les problèmes d'humidité de même que les chocs thermiques liés aux différences de température entre l'été et l'hiver. Les documents de grand format, fragiles ou abîmés doivent être manipulés avec précaution et leur communication peut être limitée si nécessaire. Il est préférable d'utiliser la version numérique de ces documents si elle existe. La municipalité peut également envisager des campagnes de restauration des documents les plus abîmés en faisant appel à des restaurateurs professionnels dont les coordonnées pourront être communiquées par les Archives départementales de la Mayenne.

Afin de répondre au maximum à toutes ces exigences de conservation, un local archives a récemment été aménagé dans la mairie afin de réunir et d'accueillir l'ensemble du fonds communal. Ce local a été équipé de rayonnages métalliques d'une capacité de stockage totale de 32,4 mètres linéaires.

## ➤ Communication des documents

La communication des documents relève de la responsabilité du maire en cas de non-respect des textes réglementaires et des modalités de mise à disposition des archives. Les délais de communicabilité des documents correspondent à la durée légale durant laquelle certaines archives ne peuvent en aucun cas être communiquées, sauf dérogation du Service interministériel des archives de France (SIAF) ou filiation avérée. La communication des archives est soumise aux textes réglementaires en vigueur, notamment :

- Code du patrimoine, livre II, titre 1<sup>er</sup>, chapitre 3, articles L 213-1 à L 213-8 relatifs au régime de communication ;
- Code des relations entre le public et l'administration, livre III relatif à l'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques.
- **Documents communicables sans aucun délai (régime de principe) :**
  - Délibérations du conseil municipal ;
  - Arrêtés du maire ;
  - Registre des actes de décès ;
  - Budgets et comptes ;
  - Matrices et plans cadastraux ;
  - Plan d'occupation des sols, Plan local d'urbanisme (publiés) ;
  - Permis de construire (dès la réception de la déclaration d'achèvement de travaux) ;
  - Listes électorales et procès-verbaux d'élections.
- **50 ans :**
  - Dossiers de personnel ;
  - Documents mettant en cause la vie privée des personnes, la sécurité publique ou la sûreté de l'Etat ;
  - Documents portant un jugement de valeur ou une appréciation sur une personne physique ;
  - Protection et exploitation des mines.
- **75 ans :**
  - Registres des actes de mariage et de naissance ;
  - Affaires portées en justice (après clôture du dossier) ;
  - Actes notariés (dons, legs, acquisitions, ventes et échanges) ;
  - Dossiers d'enquêtes statistiques établis par les services publics.

- **100 ans :**
  - Les dossiers ayant reçu un délai de communicabilité de 75 ans et concernant une personne mineure voient leur délai de communicabilité porté à 100 ans ;
  - Dossiers d'agressions sexuelles ;
  - Dossiers relatifs à la sécurité des personnes.
  
- **120 ans :**
  - Dossiers médicaux ou documents contenant des renseignements individuels à caractère médical (délai porté à 25 ans à partir de la date de décès de la personne, si cette date est connue).
  
- **Incommunicable :**
  - Archives dont la divulgation pourrait permettre de concevoir, de fabriquer, d'utiliser ou de localiser des armes de destruction massives (nucléaires, biologiques, chimiques ou bactériologiques).

Dans tous les cas, les archives doivent être consultées sur place et sous surveillance. Le local archives ne doit être accessible qu'au maire et au personnel administratif de la mairie. La porte du local archives doit être, en permanence, fermée à clé. Il est vivement conseillé de tenir un registre ou un fichier de consultation, de manière à y inscrire l'identité de la personne qui consulte, l'intitulé et la cote du dossier consulté ainsi que la date de consultation.

## **Série D : Administration générale de la commune**

### **1 D : Conseil municipal**

1 D 1*	Registre des délibérations du conseil municipal et de la commission administrative du bureau d'aide sociale (26 avril 1966 – 20 février 1978).	1966-1978
1 D 2-12	Extraits du registre des délibérations du conseil municipal.	1970-1982
	1 D 2            1970                      1 D 8            1978	
	1 D 3            1972                      1 D 9            1979	
	1 D 4            1974                      1 D 10          1980	
	1 D 5            1975                      1 D 11          1981	
	1 D 6            1976                      1 D 12          1982	
	1 D 7            1977	

### **2 D : Actes de l'administration municipale**

2 D 1-4	Arrêtés du maire.	1977-1982
	2 D 1            1977	
	2 D 2            1978	
	2 D 3            1979	
	2 D 4            1982	

### **3 D : Administration de la commune**

3 D 1	Bulletins municipaux.	1978-1982
3 D 2	Inventaire communal.	1979

### **4 D : Contentieux**

4 D 1	Sinistres et assurances : correspondance, délibérations, conditions générales, conditions particulières, avenants, certificat individuel d'assurance, déclaration de sinistre.	1975-1981
-------	--	-----------

## Série E : État civil

### 1 E : Registres d'état civil

1 E 1*-7*	Registres d'état civil.	1896-1973
	1 E 1*	1896-1905
	1 E 2*	1906-1915
	1 E 3*	1916-1925
	1 E 4*	1926-1936
	1 E 5*	1937-1947
	1 E 6*	1948-1958
	1 E 7*	1959-1973

### 2 E : Tables décennales

2 E 1*-5*	Tables décennales.	1803-1982
	2 E 1*	1803-1932
	2 E 2*	1933-1942
	2 E 3*	1943-1952
	2 E 4*	1953-1972
	2 E 5*	1973-1982

## Série F : Population – Économie sociale – Statistiques

### 1 F : Population

1 F 1-2 Recensement de la population : correspondance, délibération, arrêté du maire, protocole d'accord relatif à l'exploitation statistique du recensement passé entre l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) et la commune de La Cropte, fiche d'engagement de l'agent recenseur, bordereaux de district, feuilles récapitulatives de la population, état récapitulatif de la population, relevés des dépenses à rembourser à la commune, affiche, documentation. 1975-1982

1 F 1 1975  
1 F 2 1982

### 3 F : Agriculture

3 F 1 Destruction d'animaux nuisibles : déclarations de piégeage. 1973-1980

3 F 2 Remembrement de la commune du Buret<sup>1</sup> : correspondance, arrêté préfectoral, plan. 1967-1970

3 F 3 Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) : décisions de rétrocession de biens préemptés. 1982

---

<sup>1</sup> Limite de territoire commune avec La Cropte.

## **Série G : Contributions – Administrations financières**

### **1 G : Impôts directs :**

#### **Cadastré rénové**

1 G 1\* Atlas cadastral. 1952

Tableau d'assemblage  
 Section A de la Cour du Bois-Bureau, 1<sup>ère</sup> feuille  
 Section A de la Cour du Bois-Bureau, 2<sup>ème</sup> feuille  
 Section A de la Cour du Bois-Bureau, 3<sup>ème</sup> feuille  
 Section B de la Clémaillère, 1<sup>ère</sup> feuille  
 Section B de la Clémaillère, 2<sup>ème</sup> feuille  
 Section C de la Carrière, 1<sup>ère</sup> feuille  
 Section C de la Carrière, 2<sup>ème</sup> feuille  
 Section C de la Carrière, 3<sup>ème</sup> feuille

1 G 2\* Registre des états de section des propriétés non bâties. 1952

#### **Révision des évaluations cadastrales**

1 G 3 Révision des évaluations cadastrales : décision des services fiscaux portant nomination des commissaires titulaires et des commissaires suppléants de la Commission communale des impôts directs (CCID), tableau des coefficients d'actualisation. 1971-1982

#### **Taxes et impôts**

1 G 4 Contribution foncière des propriétés bâties, taxe sur le revenu net des propriétés bâties, contribution foncière des propriétés non bâties, taxe des biens de mainmorte, contribution mobilière et taxe d'habitation, contribution des patentes, taxe pour frais de chambre de métier et taxe sur la valeur locative des locaux professionnels, taxe sur les chiens, taxe sur les voitures, chevaux, mules et mulets, taxe sur les domestiques, précepteurs, préceptrices et gouvernantes, taxe sur les instruments de musique à clavier, taxe sur les produits laitiers, taxe des prestations : copie de la matrice générale. 1967-1976

1 G 5 Bénéfices forfaitaires de l'exploitation agricole : listes de classement des exploitations de polyculture. 1970-1982

1 G 6 Fiscalité directe locale : renseignements extraits des rôles généraux des impôts directs locaux et des taxes annexes incorporées, états de notification des taux d'imposition. 1970-1982

### **3 G : Rapports de la commune avec les diverses administrations au point de vue financier**

3 G 1 Distribution du courrier : correspondance. 1970

## **Série H : Affaires militaires**

### **1 H : Recrutement**

- 1 H 1      Recensement militaire : listes nominatives de recensement, 1970-1982  
récépissés d'avis de recensement, feuille de signalement, avis de  
réception des notices individuelles, feuilles de renseignements.

## **Série I : Police – Hygiène publique – Justice**

### **1 I : Police locale**

- 1 I 1 Fêtes et cérémonies : délibération, invitation, listes nominatives des participants, états des distributions de jouets aux enfants de la commune. 1970-1982

### **3 I : Justice**

- 3 I 1 Formation des jurys d'assises : correspondance, arrêté préfectoral, circulaire préfectorale, listes préparatoires communales des listes annuelles de jurés. 1970-1980

### **5 I : Hygiène publique et salubrité**

- 5 I 1 Etablissements dangereux, incommodes ou insalubres : récépissé de déclaration. 1980
- M. Richard, installation d'une étable de 100 veaux au lieu-dit « le Petit-Buru », 1980.

## Série K : Élections et Personnel

### 1 K : Élections

#### Élections politiques

- |       |  |           |
|-------|--|-----------|
| 1 K 1 | Référendums : décret présidentiel, déclaration du Président de la République, arrêté ministériel, liste des mandataires départementaux, télégramme officiel, procès-verbal d'élection (scrutin du 23 avril 1972).  | 1972      |
| 1 K 2 | Élections des représentants à l'assemblée des communautés européennes du 10 juin 1979 : décret ministériel, liste des membres du bureau de vote, liste des mandataires départementaux, fiche de désignation d'un délégué de liste, état des listes de candidats, état d'attribution des emplacements d'affichage, télégramme officiel, procès-verbal d'élection. | 1979      |
| 1 K 3 | Elections présidentielles : correspondance, décret présidentiel, listes des candidats, fiche de désignation d'un délégué de liste, liste des mandataires départementaux, télégrammes officiels, procès-verbaux d'élection (scrutins des 5 et 19 mai 1974, 26 avril et 10 mai 1981).  | 1974-1981 |
| 1 K 4 | Elections législatives : décret présidentiel, arrêté ministériel, arrêté préfectoral, listes des candidats, fiche de désignation d'un délégué de liste, télégrammes officiels, procès-verbaux d'élection, récépissé du procès-verbal des opérations électorales (scrutins des 12 mars 1978 et 14 juin 1981).   | 1978-1981 |
| 1 K 5 | Elections cantonales : décret ministériel, arrêté préfectoral, liste des candidats, télégramme officiel, procès-verbal d'élection (scrutin du 14 mars 1982).   | 1982      |

#### Élections socioprofessionnelles

- |       |  |           |
|-------|--|-----------|
| 1 K 6 | Elections des représentants à la chambre d'agriculture : arrêtés préfectoraux, listes des candidatures déclarées, listes électorales, bulletins de vote, procès-verbaux d'élection (scrutins des 3 mai 1970, 24 février 1974 et 18 février 1979).                                | 1970-1979 |
| 1 K 7 | Elections des représentants à la chambre des métiers : arrêté préfectoral, liste des candidatures déclarées, listes électorales et d'émargement, procès-verbaux constatant les opérations de révision des listes électorales (scrutins des 21 novembre 1971 et 20 janvier 1975). | 1971-1975 |
| 1 K 8 | Elections des représentants au centre régional de la propriété forestière : correspondance, avis préfectoral, listes électorales.  | 1973-1979 |
| 1 K 9 | Elections des représentants aux tribunaux paritaires des baux ruraux : arrêté préfectoral, listes des candidatures déclarées, listes électorales, procès-verbaux d'élection (scrutin du 12 novembre 1978).   | 1978      |

- |        |  |           |
|--------|--|-----------|
| 1 K 10 | Elections des représentants à la Mutualité sociale agricole (MSA) : circulaire préfectorale, listes électorales et d'émargement, procès-verbal d'élection (scrutin du 17 mars 1974).   | 1974      |
| 1 K 11 | Elections des représentants au conseil des prud'hommes : arrêté du maire, liste des candidatures déclarées, déclarations nominatives des employeurs, déclarations nominatives des salariés (scrutins des 12 décembre 1979 et 8 décembre 1982). | 1979-1982 |

## **2 K : Personnel**

### **Gestion des carrières**

- |       |   |                         |
|-------|---|-------------------------|
| 2 K 1 | Dossiers de carrière du personnel communal (classement alphabétique) : correspondance, délibérations, arrêté préfectoral, arrêtés du maire, déclarations d'emploi d'un travailleur, notification d'immatriculation d'un travailleur, dossier d'affiliation à la CNRACL, fiches de notation, dossier de validation de service, bulletins de situation de compte Ircantec, dossiers de validation de service, pièces administratives. | Dossiers clos pour 1982 |
| 2 K 2 | Médecine professionnelle : liste des conclusions d'aptitude.  | 1981                    |

### **Salaires et indemnités**

- |          |   |                       |
|----------|---|-----------------------|
| 2 K 3-11 | Salaires et indemnités : bulletins de salaires. | 1970-1982             |
|          | 2 K 3            1970                           |                       |
|          | 2 K 4            1971                           | 2 K 8            1975 |
|          | 2 K 5            1972                           | 2 K 9            1979 |
|          | 2 K 6            1973                           | 2 K 10          1980  |
|          | 2 K 7            1974                           | 2 K 11          1982  |

### **Cotisations sociales**

- |           |  |                       |
|-----------|--|-----------------------|
| 2 K 12-24 | Cotisations sociales (URSSAF, IRCANTEC, CNRACL) : bordereaux et états de versement, avis de versement, déclarations annuelles. | 1970-1982             |
|           | 2 K 12           1970  | 2 K 19           1977 |
|           | 2 K 13           1971  | 2 K 20           1978 |
|           | 2 K 14           1972  | 2 K 21           1979 |
|           | 2 K 15           1973  | 2 K 22           1980 |
|           | 2 K 16           1974  | 2 K 23           1981 |
|           | 2 K 17           1975  | 2 K 24           1982 |
|           | 2 K 18           1976  |                       |

## Série L : Finances de la commune

### 1 L : Comptabilité<sup>1</sup>

1 L 1-13	Budgets primitifs, budgets supplémentaires, comptes administratifs, fiche de situation financière, délibérations.				1970-1982
	1 L 1	1970	1 L 8	1977	
	1 L 2	1971	1 L 9	1978	
	1 L 3	1972	1 L 10	1979	
	1 L 4	1973	1 L 11	1980	
	1 L 5	1974	1 L 12	1981	
	1 L 6	1975	1 L 13	1982	
	1 L 7	1976			
1 L 14*-19*	Registres de comptabilité.				1977-1982
	1 L 14*	1977	1 L 17*	1980	
	1 L 15*	1978	1 L 18*	1981	
	1 L 16*	1979	1 L 19*	1982	
1 L 20	Bordereaux des titres de recettes et des mandats <sup>2</sup> .				1976

<sup>1</sup> Les budgets et comptes concernent la commune, le bureau de bienfaisance et le service vicinal.

<sup>2</sup> Les bordereaux des titres de recettes et des mandats de l'année 1976 ont été conservés, le registre de comptabilité étant manquant.

## **Série M : Édifices communaux Monuments et établissements publics**

### **1 M : Édifices publics**

#### **Mairie**

- |       |   |           |
|-------|---|-----------|
| 1 M 1 | Aménagement de la mairie et d'une salle de réunion dans un bâtiment existant, dossier de permis de construire : correspondance, demande de permis de construire, notice descriptive des travaux, plans, accusé de réception de la demande de permis de construire et notification du délai d'instruction, arrêté préfectoral, rapport de l'inspecteur du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS), déclaration d'achèvement de travaux, certificat de conformité (1978-1980). Travaux : délibérations, cahiers des clauses administratives particulières, détail estimatif, devis, actes d'engagement, avenants, procès-verbal de réception des travaux, factures (1978-1980). Réseaux électriques : correspondance, demande d'abonnement (1978-1979). Sécurité : correspondance (1978-1980). Financement des travaux : dossier de souscription d'emprunt, dossier de demande de subvention (1978-1982). | 1978-1982 |
|-------|---|-----------|

### **2 M : Édifices du culte**

#### **Église**

- |       |   |           |
|-------|---|-----------|
| 2 M 1 | Réfection de la toiture du clocher de l'ancienne église : correspondance, délibérations, devis. | 1971-1973 |
|-------|---|-----------|

#### **Cimetière**

- |       |  |           |
|-------|--|-----------|
| 2 M 2 | Creusage des fosses dans le cimetière communal : délibérations, cahier des charges, traité de gré à gré. | 1971-1980 |
|-------|--|-----------|

## Série N : Biens communaux Terres – Bois – Eaux

### 1 N : Biens communaux

1 N 1	Location de biens et bâtiments communaux : correspondance, délibérations, baux, avenant.	1969-1975
1 N 2	Ventes, acquisitions et échanges de biens <sup>1</sup> : correspondance, délibérations, arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique, plan, certificat d'urbanisme, promesse d'achat, cahier des charges et conditions, promesse de vente, documents d'arpentage, acte notarié, état de frais et honoraires, dossier de demande de subvention.	1974-1978

---

<sup>1</sup> Les actes de vente, acquisition et échange de chemins sont répertoriés sous la cote 1 O 3. Les actes de vente de parcelles de lotissement sont classés en série T.

## **Série O : Travaux publics – Voirie Moyens de transport – Régime des eaux**

### **1 O : Travaux publics et voirie en général<sup>1</sup>**

#### **Généralités**

1 O 1	Voirie : statistiques annuelles.	1970-1976
1 O 2	Permissions de voirie et arrêtés d'alignement.	1970-1981

#### **Petite voirie**

1 O 3	Ventes, acquisitions et échanges de chemins : correspondance, délibérations, arrêtés du maire, demandes d'acquisition, avis d'enquête publique, registres d'enquête publique, procès-verbaux descriptifs et estimatifs, plans des lieux et métrés, procès-verbaux de délimitation parcellaire, déclarations d'abandon du droit de préemption, certificats de non constitution de syndicats, rapports de l'ingénieur divisionnaire, actes notariés, état de frais.	1956-1977
1 O 4	Voies communales : registre d'enquêtes publiques.	1961-1976
1 O 5	Construction et aménagement de chemins : correspondance, délibérations, arrêtés préfectoraux, arrêté du maire, mémoire explicatif, estimations prévisionnelles des travaux, plans, demandes de concours à la Direction départementale de l'équipement (DDE) pour l'étude du projet et la surveillance des travaux, convention passée entre la commune et le District urbain de Meslay-du-Maine, devis descriptif et estimatif, conventions passées entre la commune et l'ingénieur-conseil, procès-verbal d'adjudication des travaux, acte de soumission, procès-verbal de réception des travaux, factures, certificats de paiement, décomptes des travaux exécutés, fiches de financement, arrêtés préfectoraux portant attribution d'une subvention.	1968-1982
1 O 6	Distribution de pierres pour les chemins : états d'attribution.	1973-1982

#### **Voirie urbaine**

1 O 7	Construction de bordures de trottoirs, de caniveaux et de canalisations pour eaux pluviales dans le bourg, le long des CD n° 166 et 573 : correspondance, délibérations, demandes de concours à la Direction départementale de l'équipement (DDE) pour l'étude du projet et la surveillance des travaux, rapport du service de contrôle de la DDE, fiche d'attachement évaluatif, cahier des prescriptions générales, bordereau des prix, détail estimatif, estimations prévisionnelles des travaux, devis estimatifs, marché de gré à gré, ordre de service, procès-verbal de réception des travaux, factures, décomptes des travaux exécutés, certificat de paiement, demande d'emprunt, décision d'attribution d'une subvention.	1973-1977
-------	---	-----------

---

<sup>1</sup> Les budgets et comptes du service vicinal sont répertoriés sous les cotes 1 L 1 à 13.

**Assainissement autonome**

- 1 O 8 Assainissement autonome : demande d'installation d'un dispositif d'assainissement individuel. 1982

**2 O : Moyens de transport et travaux divers****Réseaux électriques et d'éclairage public**

- 2 O 1 Travaux sur les réseaux de lignes électriques et d'éclairage public : correspondance, délibération, arrêtés préfectoraux, devis, engagement du maire, autorisations de construire, plans, états de renseignements techniques, mémoires descriptifs, exposés de conférence, autorisations de circulation du courant, attestations de mise sous tension des ouvrages électriques. 1970-1982
- 2 O 2 Réfection de l'éclairage public du bourg : délibérations, demande de concours à la Direction départementale de l'équipement (DDE) pour l'étude du projet et la surveillance des travaux, devis estimatif, plan, ordre de service, procès-verbal de réception des travaux, factures, demande de prêt, contrat de prêt. 1973-1974
- 2 O 3 Entretien de l'éclairage public : correspondance, contrat d'entretien passé entre la commune et le Syndicat intercommunal d'électrification de Meslay-du-Maine, feuille d'attachement, plans, factures. 1975-1982

**Réseaux des télécommunications**

- 2 O 4 Implantation d'une cabine téléphonique sur la voie publique : correspondance, délibération, convention pour l'installation et l'exploitation d'une cabine téléphonique publique dans la commune, état des avances faites pour le transfert de la cabine téléphonique. 1970-1978
- 2 O 5 Travaux sur les réseaux des télécommunications : correspondance, plans, déclaration d'intention de commencement de travaux, procès-verbaux de mise en conférence des services. 1980-1982
- 2 O 6 Raccordement au réseau des télécommunications : correspondance, liste des demandeurs de téléphone. 1975-1977

**3 O : Navigation et régime des eaux**

- 3 O 1 Rivière « La Vaige », construction d'un déversoir et remise en état du moulin de Bréhermont : autorisations préfectorales. 1971
- 3 O 2 Ruisseau « Le Vassé », pollution de l'eau : correspondance, délibération. 1977

## Série Q : Assistance et prévoyance

### **1 Q : Bureau de bienfaisance, secours d'urgence<sup>1</sup>**

#### **Administration**

1 Q 1 Nomination des membres de la commission administrative du bureau d'aide sociale : correspondance, arrêtés préfectoraux. 1970-1982

### **5 Q : Application des lois d'assistance et de prévoyance**

5 Q 1 Accidents du travail agricole : correspondance, procès-verbaux de déclaration d'accident de travail. 1968-1976

5 Q 2 Aide aux travailleurs privés d'emploi : fiches d'inscription, décision du Ministère d'Etat chargé des affaires sociales, carte semestrielle d'inscription au service de main d'œuvre, cartes d'inscription à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), états de contrôle et de pointage. 1970-1982

---

<sup>1</sup> Les budgets et comptes du bureau d'aide sociale sont répertoriés sous les cotes 1 L 1 à 13.

## **Série R : Instruction publique – Sciences, lettres et arts**

### **1 R : Instruction publique**

#### **École publique**

1 R 1 Désaffectation des locaux de l'ancienne école publique : correspondance, délibération, arrêté préfectoral. 1977

#### **École privée**

1 R 2 Listes nominatives d'élèves. 1970-1972

1 R 3 Participation de la commune aux frais de fonctionnement de l'école privée : correspondance, délibérations, convention passée entre la commune et la directrice de l'école privée. 1972-1974

1 R 4 Ouverture d'école privée : déclaration d'ouverture. 1973

1 R 5 Fermeture de l'école privée : correspondance. 1974

### **2 R : Sciences, lettres et arts**

2 R 1 Classement de la tour de l'ancienne église parmi les monuments historiques : correspondance, arrêté ministériel. 1977-1978

### **3 R : Sport et tourisme**

3 R 1 Concours de fleurissement : correspondance, délibération, arrêtés préfectoraux, circulaires, règlements, résultats, palmarès, factures. 1970-1982

## Série T : Urbanisme

### 2 T : Urbanisme

2 T 1-11	Permis de construire : correspondance, arrêtés du maire, arrêtés préfectoraux, demandes de permis de construire, avis sur la demande de permis de construire, déclarations d'ouverture de chantier, notifications du délai d'instruction, plans, notices descriptives, devis descriptifs sommaires, demande d'alignement, dossiers de déclaration d'installation classée pour la protection de l'environnement, déclarations d'achèvement de travaux, certificats de conformité.	1971-1982																								
	<table border="0"> <tr> <td>2 T 1</td> <td>1971</td> <td>2 T 7</td> <td>1978</td> </tr> <tr> <td>2 T 2</td> <td>1972</td> <td>2 T 8</td> <td>1979</td> </tr> <tr> <td>2 T 3</td> <td>1973</td> <td>2 T 9</td> <td>1980</td> </tr> <tr> <td>2 T 4</td> <td>1974</td> <td>2 T 10</td> <td>1981</td> </tr> <tr> <td>2 T 5</td> <td>1975</td> <td>2 T 11</td> <td>1982</td> </tr> <tr> <td>2 T 6</td> <td>1977</td> <td></td> <td></td> </tr> </table>	2 T 1	1971	2 T 7	1978	2 T 2	1972	2 T 8	1979	2 T 3	1973	2 T 9	1980	2 T 4	1974	2 T 10	1981	2 T 5	1975	2 T 11	1982	2 T 6	1977			
2 T 1	1971	2 T 7	1978																							
2 T 2	1972	2 T 8	1979																							
2 T 3	1973	2 T 9	1980																							
2 T 4	1974	2 T 10	1981																							
2 T 5	1975	2 T 11	1982																							
2 T 6	1977																									
2 T 12-14	Certificats d'urbanisme <sup>1</sup> .	1980-1982																								
	<table border="0"> <tr> <td>2 T 12</td> <td>1980 (L 111.5)</td> </tr> <tr> <td>2 T 13</td> <td>1981 (L 111.5)</td> </tr> <tr> <td>2 T 14</td> <td>1982 (L 111.5)</td> </tr> </table>	2 T 12	1980 (L 111.5)	2 T 13	1981 (L 111.5)	2 T 14	1982 (L 111.5)																			
2 T 12	1980 (L 111.5)																									
2 T 13	1981 (L 111.5)																									
2 T 14	1982 (L 111.5)																									

<sup>1</sup> Seuls les certificats d'urbanisme valant division (article L 111.5 du Code de l'urbanisme) sont conservés (Cf. instruction DAF/DPACI/RES/2009/018 du 28 août 2009 et circulaire DGP/SIAF/2014/006 du 22 septembre 2014).

### **3 T : Constructions**

#### **Lotissements communaux**

- 3 T 1 Construction du lotissement de la Vaige, acquisition de terrains par la commune : correspondance, délibérations, arrêtés préfectoraux, procès-verbal d'enquête de commodo et incommodo, certificat d'affichage, acte de résiliation et renonciation à droit de préemption, relevé récapitulatif des fiches d'évaluation de chacun des immeubles compris dans l'opération, plans, déclarations de mutation, promesses de vente, actes notariés, états de frais (1977-1979). Géomètre : correspondance, plans, procès-verbal de délimitation parcellaire, document d'arpentage, états des honoraires et frais (1978-1980). Dossier de création : correspondance, délibération, plan de situation, plan du lotissement, plan des travaux, estimation générale des travaux, arrêté d'alignement, programme des travaux, règlement du lotissement, lettre d'Electricité de France (EDF), attestation de propriété, arrêté préfectoral portant approbation du lotissement, notice relative aux règles d'aspect architectural à respecter, certificats délivrés en application de l'article R 315-36 du code de l'urbanisme (1979). Marché de maîtrise d'œuvre : délibération, demande de concours à la Direction départementale de l'équipement (DDE) pour l'étude du projet et la surveillance des travaux (1979). Dossier de consultation des entreprises et dossier d'appel d'offres : correspondance, délibération, mémoire explicatif, cahier des clauses administratives particulières, cahiers des clauses techniques particulières, cadre de l'acte d'engagement, cadre du bordereau des prix, cadre du détail estimatif, plans, tableau comparatif des offres (1979). Dossier de marché : correspondance, cahier des clauses administratives particulières, cahiers des clauses techniques particulières, détails estimatifs, bordereaux des prix, acte d'engagement, notification de marché, accusé de réception d'une notification de marché, ordres de service, procès-verbaux de réception des travaux (1979-1980). Réseau d'alimentation en eau potable : correspondance, délibération, détail estimatif (1979). Réseaux électriques : correspondance, état de renseignements techniques, plans, exposés de conférence (1979-1980). Financement des travaux : correspondance, fiche financière, questionnaire communal (1977-1979). Vente des lots : correspondance, délibération (1979). 1977-1980
- 3 T 2 Modifications du lotissement de la Vaige : correspondance, délibération, arrêtés préfectoraux, plans. 1980-1981